

Madrid doit-elle autoriser le référendum catalan ?

Oui



Marc Sanjaume-Calvet

Chercheur à l'Institut d'Estudis de l'Autogovern et professeur invité à l'Université Pompeu Fabra (Barcelone).

Pourquoi l'Etat espagnol ne permet-il pas l'organisation du référendum sur l'indépendance de la Catalogne ce 1^{er} octobre ?

Le gouvernement central fait une lecture stricte de la Constitution espagnole. Il se base sur l'article 2, qui définit la souveraineté nationale comme quelque chose qui appartient à tous les Espagnols, pour justifier que jusqu'à présent, rien n'autoriserait un référendum en Catalogne. Selon le gouvernement central, pour organiser un référendum, il faudrait d'abord une réforme constitutionnelle votée par le Parlement de Madrid à la majorité des deux tiers, ensuite des élections et, enfin, un nouveau vote au Parlement à la majorité des deux tiers.

Qu'est-ce qui explique cette position ?

Plusieurs facteurs. Historiquement, l'unité de l'Espagne a été l'élément central du nationalisme espagnol. Et le coup d'Etat du général Franco s'est d'ailleurs justifié entre autres à partir de cette idée. Il y a aussi des raisons économiques, 20 % du PIB du pays et 25 % des exportations espagnoles proviennent de la Catalogne.

Trois dates vers le référendum

25 septembre 2015. Les partis nationalistes de centre droit, devenus séparatistes, remportent la majorité aux élections autonomes avec les indépendantistes de gauche et d'extrême gauche (une majorité en siège mais pas en voix). Le Parlement adopte une résolution pour "la création d'un Etat catalan indépendant".

Juin 2017. Le chef de gouvernement catalan, Carles Puigdemont, annonce la tenue d'un référendum sur l'indépendance pour le 1^{er} octobre.

20 septembre 2017. La garde civile arrête des hauts fonctionnaires catalans impliqués dans l'organisation du référendum et saisit des millions de bulletins de vote, provoquant des manifestations rassemblant des milliers de Catalans.

■ A l'instar de ce qui s'est passé pour le Québec et l'Ecosse, l'Etat espagnol devrait comprendre que le référendum sur l'indépendance de la Catalogne relève d'une demande politique qui doit être prise en compte.

Selon vous, il faudrait pourtant que l'Etat espagnol autorise la tenue du référendum sur l'indépendance de la Catalogne ?

Oui.

Pourquoi ?

Parce qu'à l'instar de ce qui s'est passé pour le Québec et l'Ecosse, l'Etat devrait comprendre qu'il s'agit là d'une demande politique qui doit être prise en compte. En plus, autoriser un référendum permettrait à l'Etat de négocier ses modalités, y compris la question et les réponses proposées. A cet égard, il se pourrait qu'il y ait moins de voix en faveur de la sécession s'il y avait une option intermédiaire entre celle-ci et le régionalisme tel qu'on le connaît actuellement.

Le chef de gouvernement Mariano Rajoy a envoyé la garde civile (qui a un statut militaire) en Catalogne, pour maîtriser la situation. Qu'en pensez-vous ?

La répression est une mauvaise idée. C'est une option d'ultime recours, qui va avoir un impact négatif à long terme pour la société catalane et espagnole.

Alors, quelle serait la solution ?

L'Etat devrait réunir les acteurs politiques et proposer un calendrier pour l'organisation d'une consultation concertée et légale, par le biais d'une formule juridique ad hoc qui ne nécessiterait pas de réformer la Constitution. L'article 92 (qui permet à l'Etat d'autoriser les référendums) ou l'article 150.2 (qui permet à l'Etat de transférer des compétences aux régions) sont des pistes à explorer.

Si, finalement, on organise ce référendum, quelles pourraient être les conséquences ?

Les conséquences sont écrites dans la loi référendaire approuvée par le Parlement catalan. Si le résultat est "oui", la loi transitoire sera activée et l'indépendance sera proclamée. Si le résultat est "non", il y aura des élections régionales.

Propos recueillis et traduits par Baptiste Erpicum



L'ancien député CUP (candidature d'unité populaire) David Fernandez parle avec des officiers de la police catalane lors d'une manifestation à Barcelone pour réclamer la libération de treize membres du gouvernement catalan.

“Le gouvernement actuel méconnaît et méprise la Catalogne.”

Suso de Toro

Dans l'une de ses contributions au quotidien catalan séparatiste "Ara", l'écrivain espagnol d'expression galicienne emploie des mots durs, expliquant que "Madrid est déjà dans les poubelles de l'histoire".

“Ce qui leur (les indépendantistes) ferait le plus plaisir serait que le gouvernement devienne fou et envoie l'armée. Un incident porterait un coup fatal au pays.”

Victoria Prego

Dans un éditto publié par "El Independiente" (ce 19/9).

Le contexte

A 3 jours de la date prévue pour le référendum sur l'indépendance de la Catalogne, la confrontation se poursuit entre le gouvernement espagnol, bien décidé à tout faire pour l'interdire, et les indépendantistes dont la détermination ne faiblit pas.

Non



Christian Hoarau

Auteur de "La Catalogne dans tous ses états", L'Harmattan, 2017.

■ Matériellement, le référendum ne peut pas être organisé dans des conditions acceptables par une démocratie. Mario Rajoy a laissé pourrir la situation jusqu'à un point de non-retour. Il faut espérer, pour la suite, un retour au dialogue et à l'action raisonnable.

D'après vous, l'Espagne doit-elle accepter la tenue du référendum d'autodétermination de la Catalogne que les indépendantistes catalans veulent organiser dimanche ?

En l'état actuel des choses, certainement pas. Le référendum ne peut pas être matériellement organisé avec toutes les garanties qu'on attend dans une démocratie. L'utilisation des moyens judiciaires et policiers par le gouvernement central a conduit à démanteler une partie de l'organisation du référendum avec, entre autres, l'arrestation de ceux qui sont à la tête du volet informatique du référendum. D'autre part, les Catalans ne sont toujours pas convoqués, l'information n'a circulé qu'oralement. Ils ne savent pas où aller voter. Et il n'y a pas de bureaux électoraux puisque les organisateurs ont été condamnés à de lourdes amendes. Enfin, la Catalogne compte sur des observateurs internationaux mais on n'en a pas la liste. Toutes ces considérations matérielles rendent peu crédibles le résultat qui pourrait être obtenu.

Tel est bien le but des moyens mis en œuvre par le gouvernement espagnol, non ?

Mariano Rajoy, le chef du gouvernement espagnol, a laissé pourrir la situation depuis plus de cinq ans. Il a vraiment raté l'occasion. Si on va vers la rupture, c'est parce que le piège qu'il a tendu se referme sur lui. Rajoy a cru que les indépendantistes se fatigueraient. Or il s'est rendu compte que leur détermination et leur volonté de rupture avec l'Espagne sont intactes. Et les moyens, certes légaux, qu'il utilise maintenant jouent en sa défaveur car une partie des gens qui n'étaient pas pour le référendum unilatéral, à la base, sont en train de changer d'avis considérant que des droits sont bafoués.

Comment en est-on arrivé là ?

Quand Artur Mas (qui était le précédent président de la Generalitat) s'est rendu compte que Mariano Rajoy n'avait aucun projet pour la Catalogne, il a développé et amplifié ce thème. Et on a vu, à partir de 2012, une montée des volontés indépendantistes qui s'est traduite, en 2014, par un référendum consultatif où 80 % des gens ont dit "oui" à l'indépendance catalane. Le référendum unilatéral

prévu ce 1^{er} octobre, lui, n'est pas consultatif. Il s'appuie sur une loi catalane. Si le "oui" l'emporte, même d'une seule voix et quel que soit le taux de participation, il y aura déclaration unilatérale d'indépendance de la Catalogne.

Puisque vous dites que le référendum ne pourra pas être organisé, à quoi doit-on s'attendre pour la suite ?

Là, tout le monde a perdu. Même si l'Etat parvient à empêcher la tenue de ce référendum, le gouvernement central aurait intérêt à résoudre la question catalane car vaincre n'est pas convaincre. Et il y a un risque que le bras de fer se transforme en une spirale hors de contrôle.

Que faudrait-il pour apaiser les choses ?

Un dialogue. Tout le monde le réclame.. Même les indépendantistes et le gouvernement central veulent, dans certaines limites, maintenir la porte ouverte au dialogue. Seulement chacun dénonce l'autre comme étant celui qui l'empêche. Le dialogue signifie abandonner la confrontation pour la stratégie de l'action raisonnable. Il faut se confronter à la réalité, pas aux chimères.

N'est-il pas trop tard ?

Bien sûr, les images qui circulent en ce moment de ce qui se passe en Catalogne ravivent la rancœur d'une partie de l'Espagne contre la Catalogne et réciproquement. Je pense qu'il faudrait de grandes personnalités et l'engagement d'un certain nombre de partis pour s'engager dans le début d'un processus de réforme du modèle territorial de l'Espagne et, principalement, du modèle de financement de la Catalogne en l'alignant sur celui du Pays basque (avec les investissements d'infrastructures nécessaires à son développement économique). En revenant au statut d'autonomie de 2006 qui offre plus d'autogouvernement, la position radicale des indépendantistes deviendrait intenable et un souverainisme plus modéré pourrait reprendre la main. Probablement ceci passe-t-il aussi par un changement de leaders des deux côtés. M. Rajoy joue son avenir politique sur la crise en tout cas.

Entretien : Monique Baus